

Limoges, le 16/06/2025

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la  
Creuse et de la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection réactive du 02/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE**

rue du Coudert  
87000 LIMOGES

**Références :** UD87-2025-122-r géorisques  
Code AIOT : 0006001281

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2025 dans l'établissement LAFARGE BÉTONS NOUVELLE AQUITAINE implanté rue du Coudert 87000 LIMOGES. L'inspection a été annoncée le 02/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE
- rue du Coudert 87000 LIMOGES
- Code AIOT : 0006001281
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La centrale à béton de la société LAFARGE est implantée rue du Coudert à Limoges.

Cette centrale à béton est soumise à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement .

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident/d'accident	Code de l'environnement article R512-69	Demande d'action corrective	7 jours
2	Plan de fonctionnement des ouvrages	Code de l'environnement article R512-47	Demande d'action corrective	7 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Analyses du rejet d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 5.11	Demande d'action corrective	7 jours
4	Analyse du rejet d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 5.11	Demande d'action corrective	7 jours
5	Relevés de la quantité totale d'eau consommée	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 5.4	Demande d'action corrective	7 jours
6	Volumes mensuels rejetés	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 5.6	Demande d'action corrective	7 jours
7	Registre de suivi des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 7.5	Demande d'action corrective	7 jours
8	Campagne de mesures acoustiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 8.4	Demande d'action corrective	7 jours
9	Campagne de mesures de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 6.3	Demande d'action corrective	7 jours
10	Rapport de vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 3.6	Demande d'action corrective	7 jours
11	Rapport de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 4.2	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats nécessitant des actions correctives rapides.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident/d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à <a href="#">l'article L. 511-1</a>.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances</p>

dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »
<p><b>Constat :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le 4 juin 2025 un rapport d'incident. L'analyse de celui-ci appelle les commentaires et demandes suivantes. Il est indiqué que le rejet de laitance de béton dans les cours et plan d'eau aval (voir photos en annexe) résulterait de la vidange de la cuve d'eau recyclée afin d'extraire la pompe de recyclage d'eau pour la réparer. Le volume d'eau polluée ainsi libérée aurait excédé les capacités de décantation du site. Cette description de la genèse de l'incident implique par ailleurs que ce rejet excédentaire d'eau polluée ait été réalisé en présence de personnel. Il est donc ainsi contrevenu aux dispositions des points 2.10 (isolement du réseau de collecte) et 3.1 (surveillance de l'exploitation) de l'annexe à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 applicable. En outre, dans ce même rapport d'incident, il est précisé que des travaux d'amélioration de la gestion des eaux sont prévus en septembre sans en préciser le contenu.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit communiquer les mesures prises pour respecter les dispositions des points 2.10 (isolement du réseau de collecte) et 3.1 (surveillance de l'exploitation) de l'annexe à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011. A cet égard, seront notamment précisés les travaux prévus (nature, dimensionnement et efficacité attendue, calendrier de réalisation et justification de celui-ci, ...).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

## N° 2 : Plan de fonctionnement des ouvrages

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement article R512-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le déclarant produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;</li> <li>- un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus.. »</li> </ul>
<b>Constat :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté de plan de situation du site.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit communiquer à l'inspection sous 7 jours un plan détaillé du fonctionnement des installations. Ce ou ces plans comprendront en particulier une description précise de la gestion des eaux de process et pluviales sur le site incluant les points d'alimentation et les points de rejet.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

### N° 3 : Campagne d'analyses du rejet d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 5.11 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> « Paramètres : Température, pH, Matières en suspension totales, Chrome, Chrome hexavalent, Hydrocarbures totaux  Si rejets dans le milieu naturel : La fréquence des prélèvements et analyses est semestrielle. Si, à l'issue de deux campagnes semestrielles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues <a href="#">au point 5-7</a> , les prélèvements et analyses sont effectués au moins tous les trois ans (contrôle trisannuel). Si pour un des paramètres ci-contre, le résultat de l'analyse est supérieur ou égal à la valeur limite autorisée, la fréquence des prélèvements et analyses pour ce paramètre est de nouveau semestrielle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.  [...] Nonobstant les dispositions <a href="#">du point 1-4</a> , les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constat :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté les derniers résultats d'analyses des eaux de rejet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit communiquer sous 7 jours les résultats des deux dernières campagnes d'analyses du rejet d'eau.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

### N° 4 : Réalisation et communication d'une analyse du rejet d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 5.7 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> « Paramètres : Température, pH, Matières en suspension totales, Chrome, Chrome hexavalent, Hydrocarbures totaux  Si rejets dans le milieu naturel : La fréquence des prélèvements et analyses est semestrielle. Si, à l'issue de deux campagnes semestrielles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues <a href="#">au point 5-7</a> , les prélèvements et analyses sont effectuées au moins tous les trois ans (contrôle trisannuel). Si pour un des paramètres ci-contre, le résultat de l'analyse est supérieur ou égal à la valeur limite autorisée, la fréquence des prélèvements et analyses pour ce paramètre est de nouveau semestrielle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

<p>[...]</p> <p>Nonobstant les dispositions <a href="#">du point 1-4</a>, les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Compte tenu du contexte d'incident et de l'état du site et des installations de gestion des effluents, l'exploitant doit faire réaliser par un laboratoire agréé une nouvelle analyse des rejets aqueux sous 7 jours et la transmettre les résultats dès réception.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais : 7 jours</b></p>

**N° 5 : Consommation d'eau pour la production de la centrale à béton**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 5.4 de l'annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales.</p> <p>La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m<sup>3</sup>, en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio.</p> <p>Lorsque la consommation totale d'eau excède 10 000 m<sup>3</sup>/an, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente. »</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit communiquer les relevés de la quantité totale d'eau consommée au cours de l'année 2024 et le ratio de la consommation d'eau pour la production de béton (volume quotidien ou moyenne mensuelle).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais : 7 jours</b></p>

**N° 6 : Estimation des volumes mensuels rejetés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 5.6 de l'annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« À défaut de recyclage, la quantité d'eau industrielle rejetée (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) est mesurée ou à défaut évaluée et enregistrée mensuellement.»</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit communiquer la quantité totale d'eau rejetée chaque mois au cours de l'année 2024 et sur les premiers mois de 2025.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais : 7 jours</b></p>

**N° 7 : Registre de suivi des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 7.5 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) est tenu à jour. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés cinq ans.»
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit communiquer le registre de suivi d'évacuation et d'élimination/valorisation des déchets dangereux et notamment le bordereau de la dernière opération d'élimination des déchets du dessableur et du séparateur à hydrocarbures.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 8 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 8.4 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant de contrôler la limite de niveau de bruit fixée en limite de propriété et d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en <a href="#">annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997</a> modifié. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié selon les modalités suivantes :  – pour les installations dont la capacité de malaxage est inférieure ou égale à 2,9 m <sup>3</sup> : au moins tous les trois ans ;  – pour les autres installations de fabrication de béton prêt à l'emploi :  – la fréquence des mesures est au minimum annuelle ;  – si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, les mesures sont réalisées au minimum une fois tous les trois ans ;  – si le résultat d'une mesure dépasse une valeur (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures est de nouveau au minimum annuelle.»
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit communiquer le rapport de la dernière campagne de mesures acoustiques.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 9 : Mesures de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 6.3 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Une campagne de mesure de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle.»
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit communiquer le rapport de la dernière campagne de mesures de poussières.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 10 : Vérification périodique des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 3.6 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> «Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. »
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit communiquer le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 11 : Vérification périodique des moyens de secours contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011 article : 4.2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> «L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, régulièrement éprouvés et en bon état de fonctionnement, notamment : – d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité minimale permettant de garantir la défense contre un éventuel incendie des installations ; – d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; – d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; – de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.  Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.»
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit communiquer le dernier rapport de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie (notamment les extincteurs).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**Annexe – Photos prises le 02/06/2025**



Débordement de fines sous un silo



Traces de ruissellement de fines sur la voirie du site



Bassin de décantation des eaux avant rejet



Traces de rejets de particules fines blanchâtres vers l'exutoire



Boues de laitage de béton décantées dans l'étang en aval du site



Boues de laitage de béton piégées dans le dégrilleur en aval de l'étang vers le ruisseau



Traces de boues blanchâtres dans le ruisseau en aval de l'étang